

**Arrêté de poursuite d'activité provisoire
d'un Etablissement Recevant du Public
Complexe sportif du Coi**

Le Maire de la Ville de Saint-Jean-d'Angély,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2212-2

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L111-8-3, R111-19-11 et R123-49,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu le décret 2006-1089 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif,

Vu l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R1119-19-1 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu l'arrêté préfectoral 964 du 21 avril 2010 portant composition et fonctionnement de la sous-commission départementale et des commissions d'arrondissement, pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur,

Vu la visite effectuée par la Commission de Sécurité d'Arrondissement, le 8 septembre 2022, à l'établissement Complexe sportif du Coi,

Vu l'avis défavorable de la Commission de Sécurité d'Arrondissement à la poursuite de l'exploitation de l'établissement sus visé,

Vu le courrier de la Ville de Saint-Jean-d'Angély en date du 30 novembre 2022 informant de la réalisation des travaux.

ARRÊTE

Article 1 : l'établissement Complexe sportif du Coi de type X et de 3^{ème} catégorie sise 51 rue Gabriel Désiré et 3 Avenue Jean Moulin 17400 Saint-Jean d'Angély sera ouvert provisoirement. Effectif maximum autorisé 667 (public : 654 personnel : 13).

Article 2 : cet arrêté provisoire s'applique jusqu'au 31 janvier 2023.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant. Une ampliation sera transmise à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Saint-Jean d'Angély.

Pour la Maire, par délégation,
L'Adjoint au Maire

Jean MOUTARDE



Cette décision pourra faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

TÉLÉTRANSMIS AU
CONTRÔLE DE LÉGALITÉ
sous le n° 017-211703475-20230117-2023_ST_04-AR
Accusé de réception Sous-préfecture
le 18 janvier 2023

Publication dématérialisée le 18 janvier 2023